

CE MONDE QUI BOUGE

Élections communales,
«on va voir ce qu'on va voir»

«On va voir ce qu'on va voir», disait-on à la veille des élections législatives du 10 mai dernier ! Dans la foulée des législatives tunisiennes et marocaines et des réformes annoncées par le président Bouteflika, un raz-de-marée islamiste devait tout emporter. Il n'en a rien été. Le FLN a avalé presque toute la pastèque électorale ne laissant que quelques tranches aux uns et des épluchures aux autres. Alors, des voix se sont élevées pour crier à la fraude, accusant les 500 observateurs de l'Union européenne de complicité avec le pouvoir !



Par Hassane Zerrouky

En réalité, c'est le mode de scrutin à la proportionnelle, validé certes par une APN aux ordres, mais unanimement accepté par les partis qui ont pris part à ces élections, qui a permis à l'ex-parti unique de remporter la mise. Il s'agit d'un scrutin proportionnel avec application de la règle du plus fort. A savoir, que les listes ayant obtenu moins de 5% sont non seulement éliminées mais les scores obtenus par ces listes (des dizaines de milliers de voix dans certaines régions) sont automatiquement versés aux partis arrivés en tête. Le pouvoir politique, qui a favorisé une multitude de petites formations politiques et des indépendants à participer à ces élections dans des régions où personne ne les connaissait, a permis au FLN d'être le grand bénéficiaire de ce mode de scrutin. Et qui plus est, légalement, par la grâce de l'article 85 de la loi organique n°12-01 du 12 janvier 2012.

Ajoutons que l'ex-parti unique et son vrai-faux rival du RND étaient les seuls partis présents au niveau des 48 wilayas du pays, ce qui leur octroyait dès le départ un avantage certain sur leurs malheureux concurrents dont la quasi-majorité ont vu le jour à quelques mois de ces élections !

Dans le cas des élections communales, grâce au mode de scrutin au plus fort qui avantage en théorie les petits partis, ces derniers ont des chances d'avoir des élus dans certaines communes. Mais quand on regarde la répartition des partis en lice au niveau des 1 540 communes du pays, on s'aperçoit très vite que le FLN et le RND présents dans toutes les circonscriptions du pays, disposent dès le départ d'un gros avantage. Aussi rien de surprenant à ce que ces deux formations s'assurent le contrôle de la majorité des communes et des APW du pays, et ce, quel que soit le taux de participation ! Car le reste des 50 formations politiques ne sont présentes que dans moins de 40% des communes et certaines, pour ne pas dire une bonne majorité, n'ont des candidats que dans à peine 10% des municipalités ! Du reste, près d'une quarantaine de partis n'existent que par la grâce du temps d'antenne dont ils ont disposé sur les chaînes de l'ENTV. Passé les élections, on n'en entendra plus parler !

Et les islamistes ? Le MSP, par exemple, ne briguera que 321 municipalités. L'Alliance de l'Algérie verte, qui pensait en mai dernier rafler la mise, ne présente que 314 listes ! Moins que le FFS qui brigue 314 municipalités. La surprise, si surprise il y a, ce sera le MPA (Mouvement populaire algérien) d'Amara Benyounès qui sera présent dans 632 APC ! Le PT de Louisa Hanoune, le FNA de Moussa Touati, eux, vont tenter de tirer leur épingle du jeu.

Au regard de cette réalité, il serait faux de tout mettre sur le dos du mode de scrutin, dans la mesure où ce dernier n'est que l'une des conséquences d'une gestion autoritaire de la vie politique. Aussi, il ne faudrait pas être surpris que ces élections se traduisent par une carte électorale et un échiquier politique inchangés. Tout comme il ne faut pas s'étonner du désintérêt des Algériens à la chose politique.

Un désintérêt qui s'explique de surcroît par l'absence d'ouverture politique, de démocratie, de débats contradictoires sur les sujets aussi bien politiques que sociétaux, sur les bouleversements qu'ont connus le Maghreb et les pays du Proche-Orient, sur la situation syrienne ou ce qui se passe aux frontières sud de l'Algérie depuis que des groupes djihadistes se sont emparés du Nord-Mali. Désintérêt aussi du fait que cette campagne a été strictement encadrée — pas de distribution de tracts, de rassemblements en dehors des cadres prescrits.

Quant aux partis démocrates — ou à ce qu'il en reste — qui ont pris part en connaissance de cause à ce scrutin, ils auront perdu en visibilité politique. Et leur cote auprès des Algériens, déjà sérieusement entamée, n'est pas près de remonter.

H. Z.

ÉLECTIONS LOCALES

Abstention prévisible
pour communes sinistrées

Quel comportement aura l'électeur face à l'urne avec laquelle il a rendez-vous ce jeudi pour renouveler les Assemblées communales et de wilaya ? C'est la grande question qui entoure ces élections locales. Les partis participant au scrutin estiment tous avoir réussi une bonne campagne électorale, même ceux qui ont toujours la hantise de la fraude.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - L'optimisme est singulièrement affiché chez le FLN. Abdelaziz Belkhadem, son secrétaire général, renvoyé de la fonction gouvernementale, a promené un peu partout son bâton de pèlerin pour plaider la cause de son parti qui ne se porte pourtant pas au mieux, laminé qu'il est par une profonde crise interne.

Partout où il a eu à faire entendre sa voix de héraut, Belkhadem a chuté sur une note d'optimisme : remporter au moins 1 000 communes. C'est de bonne guerre électorale, sauf que sur le FLN pèse un lourd soupçon de fraude.

Des bulletins de vote à l'estampille du parti ont été mis en circulation alors que se déroulaient encore la campagne électorale. Des spécimens ont été saisis notamment à Chlef et à Souk Ahras. Les deux commissions de surveillance du scrutin, la CNISEL et la CENSEL, ont été alertées. A leur tour, elles ont transmis au département de l'intérieur qui dit avoir diligenté une enquête.

La direction du FLN, elle, a accusé les redresseurs du parti qui, par ailleurs, ne se sont pas fait entendre durant la campagne électorale. Contrairement aux partisans

de la sauvegarde du RND qui, eux, ont tenté de gêner Ahmed Ouyahia totalement investi, lui aussi, dans les joutes électorales après son renvoi du gouvernement. L'ancien ministre de la Santé, Yahia Guidoum, qui a étrenné tout récemment le mouvement de sauvegarde du parti, a ferrailé à déstabiliser Ahmed Ouyahia. Ce dernier s'est montré imperturbable, se permettant même de se gausser des tentatives de ses adversaires.

Les islamistes, jadis très entreprenants au moment des campagnes électorales, se sont fait discrets. Fait inhabituel chez eux, mais qui pourrait s'expliquer par les implosions répétitives qu'ils ont eu à vivre. Des crises organiques qui leur ont inspiré de se fédérer en coalition. Sans trop de succès, cependant. Durant toute la campagne électorale, ils ont fait piètre figuration.

Les nouveaux venus sur la scène politique, qui, pour confectionner des listes, ont ouvert leurs listes aux nomades politiques, ne sont pas parvenus à marquer les joutes. D'aucune façon, d'ailleurs, hormis qu'ils ont été incapables d'animer les plages horaires qui leur ont été réservées au niveau des médias audiovisuels, à la



Photo : Samir Sid

C'est mal parti pour les locales.

radio notamment. La singularité de cette campagne électorale a confiné aussi dans la radicalité dans la position et dans le discours du RCD. Le parti, qui avait fait l'impasse sur les élections législatives, jugeant qu'il ne servait à rien de prétendre à une représentation dans un parlement qui n'en est pas un, a néanmoins privilégié le travail de proximité qui permet de palper les réalités du terrain.

Le FFS, de son côté, confronté à une inégalée dissidence interne, a travaillé à remobiliser sa base militante déroutée par l'accusation de compromission avec le pouvoir, portée de l'intérieur même du parti, à la direction nationale. Le parti a

clos sa campagne électorale par une rencontre avec le Premier ministre Abdelmalek Sellal. Il passe, de ce fait, pour le seul parti à jouir d'un tel privilège à la veille du scrutin.

Un scrutin pour lequel le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Daho Ould Kablia, a prédit un taux de participation oscillant entre 40 et 45%. Un scrutin sur lequel pèsent également des appréhensions de fraude électorale. Et l'affirmation de Sellal lors de sa rencontre avec le FFS n'est pas pour dissiper ces craintes.

Le Premier ministre aurait affirmé que le fichier électoral n'est pas totalement assaini.

S. A. I.

DAHO OULD KABLIA AU SUJET DES DÉPASSEMENTS
PENDANT LA CAMPAGNE :

«Aucun impact sur les élections»

Les dépassements relevés par les deux commissions chargées de la supervision et de la surveillance des élections n'entacheront pas le déroulement du scrutin. L'affirmation est du ministre de l'Intérieur.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Invité de la Chaîne I, Daho Ould Kablia a donné son appréciation du déroulement de la campagne électorale, estimant, une fois de plus, que cette dernière avait timidement commencé avant d'atteindre sa vitesse de croisière. Les commissions de surveillance de supervision des élections, dit-il, ont effectué leur travail dans «de bonnes conditions» puisque, dit-il, une première expérience a déjà été tentée à l'occasion des législatives. Ces deux instances ont eu à trancher au sujet de plusieurs litiges et dans beaucoup de cas de dépassements.

Des cas qui n'ont eu, ajoute-t-il, aucun impact sur la crédibilité des élections. Il assure cependant que la neu-



Photo : Samir Sid

Daho Ould Kablia, ministre de l'Intérieur.

tralité de l'administration est assurée pour ces élections. Interrogé au sujet de la loi sur les communes, le ministre de l'Intérieur a déploré le fait que beaucoup de partis et même des faiseurs d'opinions n'ont pas lu le texte et affirmé que les prérogatives du président

d'APC ont été réduites.

«En donnant la prérogative de distribuer les logements aux chefs de daïra, on a protégé les présidents d'APC qui sont en première ligne dès qu'il y a contestation d'une liste de bénéficiaires», répond le ministre qui affirme que les élus jouissent de toutes les prérogatives qui leur donnent la possibilité de mener à bien les projets inscrits dans le cadre de leurs communes.

Il a rappelé que durant le quinquennat dernier, une enveloppe de 65 milliards a été allouée pour réaliser les projets présentés par les APC et que 37,5 milliards de dinars du fonds commun des collectivités locales ont été utilisés pendant le dernier quinquennat pour résorber le déficit des communes.

Ould Kablia est formel : aucune APC n'était déficitaire en 2011 et 2012 puisque l'Etat a pris en charge leurs dettes, rappelant que la mauvaise gestion était souvent à l'origine de cette situation et que la qualité des élus dépendait des partis politiques qui définissent les critères.

N. I.